

30 JUIN
2025

**COMPTE
ADMINISTRATIF
2024**

DOSSIER DE PRESSE

UNE TRAJECTOIRE FINANCIÈRE DÉSASTREUSE

Vers la mise sous tutelle du Département ?



GROUPE GIRONDE Avenir



Union de
la Droite et
du Centre

30 JUIN
2025

COMPTE ADMINISTRATIF 2024

DOSSIER DE PRESSE



EN BREF

P.3

LES 7 POINTS CLÉS DU CA 2024

P.4 À 6

L'INSINCÉRITÉ BUDGÉTAIRE EN
QUESTION

P.7

UNE ABSENCE DE STRATÉGIE
STRUCTURELLE ET DE
REPOSITIONNEMENT POLITIQUE

P.8

SORTIR D'UNE POSTURE DE
DÉNONCIATION SYSTÉMATIQUE
DANS LES RELATIONS AVEC L'ÉTAT

P.9

LES 8 MESURES D'URGENCE
PROPOSÉES PAR GIRONDE AVENIR

P.10

CONTACT

P.11



Union de
la Droite et
du Centre

EN BREF

Le Compte Administratif (CA) 2024 consacre une **rupture profonde de la trajectoire financière** du Département de la Gironde.

Un niveau de dette historique

La dette atteint un niveau historiquement élevé, et les recettes conjoncturelles (DMTO, TVA) s'effondrent.

Pour la première fois, l'épargne brute devient négative.

Il s'agit d'un cas typique de rupture d'équilibre, théoriquement interdit par les règles budgétaires locales (article L.1612-4 du CGCT).

Des signaux faibles sous-estimés

Ces signaux faibles, repérables dès 2023, étaient largement sous-estimés dans le Budget Primitif (BP) 2024, qui s'appuyait sur des hypothèses fiscales excessivement optimistes.

Les propos de **Corinne MARTINEZ**, lors du vote du BP en mars 2025, illustrent une forme inquiétante de déni : « Effectivement, l'année 2024 n'a pas été celle dont nous avons rêvé quand il y a un an, nous avons présenté le budget de l'année précédente (...) [MAIS] nous en sommes pas non plus (...) à un résultat qui ferait que nous serions en danger ».

La différence entre prévision et exécution ne se limite pas à une erreur ponctuelle, mais traduit une **déconnexion croissante entre stratégie budgétaire et réalité économique**.



L'exécution 2024 révèle une **combinaison dangereuse** :

Le Département se retrouve dans une impasse budgétaire structurelle. Si aucun changement d'approche n'est engagé dès 2025, **le risque de rupture de paiement, de dégradation par les agences de notation ou de tutelle préfectorale se renforce**.

Jacques BREILLAT alertait une nouvelle fois en mars 2025 sur le risque que la majorité faisait encourir au Département de la Gironde, celui de sombrer dans « une situation de fragilité, pas simplement budgétaire mais aussi institutionnelle ».

PRÉVISIONS IRRÉALISTES

Recettes inférieures de 90M€ aux attentes

ABSENCE D'AJUSTEMENT EN COURS D'ANNÉE

Persistence du déficit de fonctionnement

AUCUN AUTOFINANCEMENT

Recours exclusif à l'endettement

AUCUNE STRATÉGIE DE RÉFORME

Perpétuation des déséquilibres

LES 7 POINTS CLÉS DU CA 2024

Derrière les chiffres, le CA 2024 confirme l'échec d'une stratégie budgétaire irréaliste et non maîtrisée. Ces sept éléments clés en sont la démonstration la plus flagrante.

1/ UN RÉSULTAT DE CLÔTURE ALARMANT

-100M€
en deux ans

Le résultat global de clôture du budget principal s'élève à **-47 678 843,31 €** contre **+ 1 507 071,70 €** en 2023 (et **+ 47M€** en 2022 !), en forte diminution de **49,2 M€** et de près de **100M€ en deux ans!**

2/ DES RECETTES GLOBALES EN RETRAIT

-4,8%

Le BP prévoyait 1 865 M€ de recettes de fonctionnement. Le CA n'en exécute que 1 775,8 M€, soit un écart de **près de 90 M€** (soit **-4,8%**), en raison notamment d'une **estimation irréaliste du produit des droits notariaux (DMTO) et de la TVA.**

3/ UNE MASSE SALARIALE MAL MAÎTRISÉE

+3,88%

Les dépenses liées à la masse salariale continuent de progresser (**299,2M€, soit + 3,88%**)

4/ LA CHUTE DES DMTO : CHRONIQUE D'UNE CATASTROPHE ANNONCÉE PAR GIRONDE AVENIR

-200M€

entre 2022 et 2024

Le Département voit ses recettes baisser drastiquement depuis 2023 avec la chute des DMTO, en raison de la baisse du nombre de transactions immobilières en Gironde. Entre 2022 et 2024, les DMTO ont baissé de plus de **200M€ (558 à 342M€).**

Le BP tablait sur un rebond des DMTO à 415 M€, malgré le ralentissement du marché immobilier déjà observé fin 2023. Le produit constaté s'élève à 342 M€, soit une perte de **-18 %** par rapport au prévisionnel. Cet écart à lui seul explique **plus de 85 % du déficit de recettes.**

C'est une **erreur de prévision grave** : non seulement les signaux d'alerte étaient visibles (repli des ventes, resserrement monétaire), mais le Département avait **déjà connu une baisse des DMTO en 2023.**

En 2025, le Département est contraint à la prudence et inscrit donc un montant plus important que le résultat constaté fin 2024, en tenant compte d'une éventuelle reprise de l'économie immobilière mais aussi en intégrant la hausse du taux de DMTO votée.

5/ L'EFFONDREMENT HISTORIQUE DE L'ÉPARGNE BRUTE

-54M€

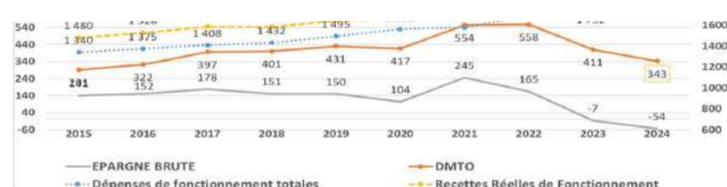
Le signal le plus inquiétant du CA 2024 reste la bascule de l'épargne brute en territoire négatif : **-54 M€**, contre **+31 M€** en 2023 et **+37,2 M€** prévus au BP. L'épargne nette s'établit à **-157 M€.**

Il s'agit d'un cas typique de rupture d'équilibre, théoriquement interdit par les règles budgétaires locales (ARTICLE L.1612-4 DU CGCT). Ce passage en négatif signifie concrètement que :

- Le Département **ne couvre plus ses charges courantes avec ses recettes**, même hors investissement.
- Toute **capacité d'autofinancement** est perdue.
- Les **marges de manœuvre pour l'investissement sont inexistantes** sans recours à l'endettement.

Lors du vote du BP 2025, les perspectives affichées pour les prochaines années semblaient encore infondées : **l'exécutif projetait une épargne brute à + 100 millions d'€ pour 2027.**

A ce propos, **Jacques Breillat** formulait son inquiétude : « *J'ai des doutes sérieux sur cette [prévision] qui me paraît assez peu raisonnable compte tenu des éléments qui sont à notre connaissance* ».



Evolution des dépenses et recettes de fonctionnement, des DMTO et de l'épargne brute.

DMTO : GIRONDE AVENIR AVAIT TIRÉ LA SONNETTE D'ALARME !



Les DMTO étant des recettes volatiles, le groupe Gironde Avenir a alerté sur le risque de dépendance de l'institution à cette recette dès 2017.

**JACQUES
BREILLAT**

**SÉANCE
PLÉNIÈRE DU 11
NOVEMBRE 2017**

« On a dit tout à l'heure que les DMTO étaient volatiles, moi je note quand même que dans cette stratégie qui nous est présentée les DMTO deviennent la recette pilier si je peux m'exprimer ainsi, ou pivot ».

**JEAN-MARIE
DARMIAN,
VP AUX FINANCES**

**SÉANCE
PLÉNIÈRE DU 11
NOVEMBRE 2017**

« Je le reconnais, Monsieur BREILLAT, vous l'avez bien dit, il serait illusoire de penser que les DMTO seront une manne éternelle dans le fonctionnement des Départements ».



Dès 2023, alors que le marché immobilier commençait à se retourner, notre groupe a insisté à plusieurs reprises sur la nécessité d'anticiper une évolution à la baisse des DMTO. Face à cela, et alors que la plupart des Départements revoyaient à la baisse leurs prévisions, le Département de la Gironde augmentait ses prévisions de 20M€ entre le BP 2022 et le BP 2023 et entre le CA 2023 et le BP 2024.

LES 7 POINTS CLÉS DU CA 2024

Derrière les chiffres, le CA 2024 confirme l'échec d'une stratégie budgétaire irréaliste et non maîtrisée. Ces sept éléments clés en sont la démonstration la plus flagrante.

6/ UNE DETTE QUI FRANCHIT LE SEUIL D'ALERTE

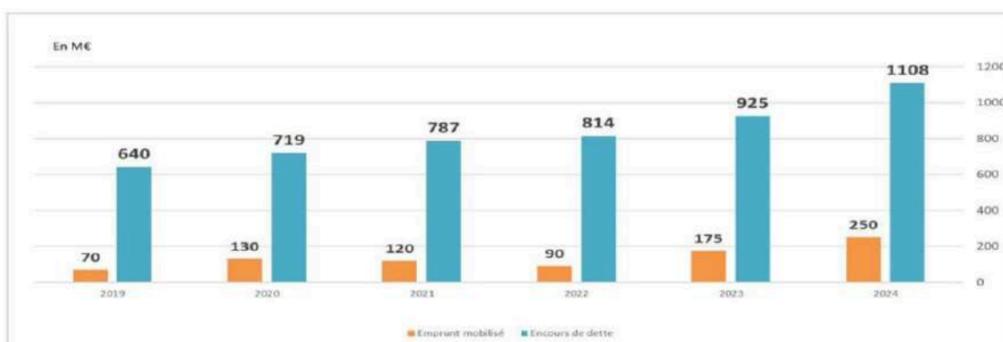
+108 M€
sur l'année

L'encours de dette atteint **1 108 M€** (hors budget annexe), soit une hausse de 180 M€ sur l'année.

Le ratio dette / recettes de fonctionnement passe à **62,4 %**, un niveau élevé pour une collectivité locale.

La capacité de désendettement dépasse les 20 ans, seuil d'alerte reconnu par la Cour des comptes.

Ce modèle de financement par la dette, en l'absence d'épargne, devient insoutenable à moyen terme.



Evolution du solde net de dette

7/ UN INVESTISSEMENT SOUS PERFUSION, FINANCÉ PAR LA DETTE!

-200 M€
entre 2022 et 2024

En dépit de l'épargne négative, le Département a maintenu un **niveau d'investissement à 217,6 M€**, notamment pour la voirie (74 M€) et les collèges (43 M€). Mais cet effort **a été intégralement financé par l'emprunt**, à hauteur de **250 M€ mobilisés** en 2024.

En l'absence d'épargne, le Département entre dans une logique de fuite en avant par la dette, compromettant sa soutenabilité financière dès 2025.

Jacques BREILLAT alertait sur cette fuite en avant en mars 2025 :

« Aujourd'hui, la faiblesse de notre épargne brute nous oblige à financer nos investissements par l'emprunt (...) Nos marges d'épargne brute ayant fondu, on ne pourra rester dans cette mécanique qui induit [un cycle d'endettement] ».

Et de conclure : Il y a un constat que la perte d'autonomie fiscale et la dépendance à l'emprunt s'installent [ET] d'un budget qui présente une érosion forte en termes de capacité d'autofinancement ».



L'INSINCÉRITÉ BUDGÉTAIRE EN QUESTION

 **Deux exemples d'erreurs graves**, qui mettent en doute la sincérité des budgets du Département de la Gironde :

ERREUR n° 1

DMTO : prévisions irréalistes

 **PRÉVU AU BP 2024 : 415M€**

 **RÉALISÉ AU CA : 342M€**

 **ÉCART : -18% SOIT 73M€**

-18%

On a observé la gestion désastreuse des DMTO, et des prévisions en BP ont systématiquement été optimisées volontairement depuis 2023, et corrigées à la baisse en cours d'exercice avant de constater un niveau faible en Compte Administratif. Par exemple en 2024, 415 M€ prévus pour finalement 342 M€ en CA.

ERREUR n° 2

Absence volontaire des données CA 2024



VOTE DU BP 2025 :
31 MARS 2025



CA 2024 CONNU MAIS NON COMMUNIQUÉ COMPARAISON FAITE AVEC LE BP 2024, NON AVEC LES DONNÉES RÉELLES

L'absence de communication des données du Compte Administratif 2024 lors du vote du BP 2025, alors même que le BP a été voté très tardivement, le 31 mars 2025, et que la majorité était nécessairement en possession de ces données.



Jacques BREILLAT lors du vote du BP 2025 : « Nous sommes au mois de mars, bientôt avril, je ne peux pas croire que nous ne disposions pas de ces données (nécessaires pour) l'objectivation du budget présenté pour 2025. Je demeure surpris par l'absence de cet élément fondamental ».

Ainsi, dans le rapport du BP, les budgets sont comparés non pas aux dépenses réalisées en 2024, mais aux prévisions du BP 2024, ce qui n'a aucun sens.

Jacques BREILLAT, encore : « Comment apprécier les prévisions budgétaires qui nous sont présentées ? (...) La seule donnée non incertaine à ce jour, c'est celle du Compte Administratif 2024. Et elle n'est pas dans les documents qui nous sont fournis. C'est la seule donnée qui soit objectivante puisqu'elle démontre l'atterrissage de notre dernier budget et la trajectoire financière. »

Comment l'Exécutif girondin entend-il intégrer la balance de sortie déficitaire de 54M€ du CA 2024 au budget de l'année 2025 ?

UNE ABSENCE DE STRATÉGIE STRUCTURELLE ET DE REPOSITIONNEMENT POLITIQUE

Aucune stratégie
Aucune réforme
Aucune anticipation



Le CA 2024 ne montre aucun engagement dans une stratégie de transformation ou de redressement. Aucune mesure dans ce sens n'a été prise.



Pour rappel, le groupe Gironde Avenir **a voté CONTRE** le BP 2025, notamment pour les raisons suivantes :

CE QU'IL FALLAIT FAIRE	CE QUE GIRONDE AVENIR DÉNONCE
<ul style="list-style-type: none">• REPENSER LE PÉRIMÈTRE DES COMPÉTENCES DÉPARTEMENTALES	<ul style="list-style-type: none">• Un mode de gouvernance de crise qui privilégie l'opacité et l'absence de concertation des élus de notre groupe.
<ul style="list-style-type: none">• REDÉFINIR LES PRIORITÉS OU LA CARTE DES INTERVENTIONS	<ul style="list-style-type: none">• Une stratégie budgétaire non soutenable sans modification structurelle.
<ul style="list-style-type: none">• RÉTABLIR UN ÉQUILIBRE DURABLE VIA DES RÉFORMES DE STRUCTURE.	<ul style="list-style-type: none">• Le refus de chiffrer le coût des politiques volontaristes, pourtant nécessaire avant de pouvoir procéder à des arbitrages éclairés.
	<ul style="list-style-type: none">• Le désengagement sur le volet des solidarités territoriales. Un désengagement bien illustré par la suppression totale du Fonds d'Aide à l'Équipement des Communes (FDAEC) en 2025.
	<ul style="list-style-type: none">• Le refus de transmettre un budget consolidé des dépenses de communication.
	<ul style="list-style-type: none">• L'insincérité budgétaire, avec la non transmission des données du CA.

En parallèle, le Département ne semble pas non plus avoir mené un dialogue structuré avec l'État pour obtenir une meilleure compensation des AIS, ni engagé de démarches de lobbying sur le sujet.

SORTIR D'UNE POSTURE DE DÉNONCIATION SYSTÉMATIQUE DANS LES RELATIONS AVEC L'ÉTAT

Il est nécessaire de construire une relation plus responsable avec l'Etat. La Gironde ne doit pas se transformer en « bunker », en Département leader d'une forme de fronde.

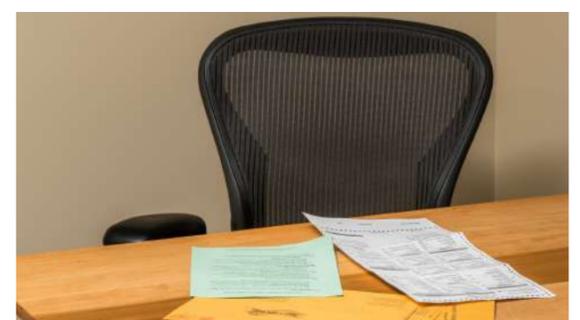
- **Le Pacte de Cahors, exemple emblématique :**

Le Département de la Gironde fut le seul département à subir **une pénalité de 31 millions d'€**, suite au refus de l'exécutif girondin de signer le Pacte.



- **La motion visant à maintenir la rémunération à 100% des agents publics en arrêt maladie.**

Proposée au vote lors du CA 2024, une motion démagogique, considérant le contexte légal, ainsi que le contexte budgétaire et le fort taux d'absentéisme constaté au Département de la Gironde. En effet, **le décret n° 2025-197 du 27 février 2025*** qui résulte de la volonté de l'Etat de **lutter contre l'absentéisme** par un dégrèvement de la rémunération dès le 1er jour d'absence (comme dans le secteur privé) s'impose légalement aux collectivités territoriales en vertu du **principe de parité avec les fonctionnaires d'Etat (décret n°91-875)**.



*En vertu de ce décret, le fonctionnaire en congé de maladie ordinaire perçoit désormais : 90 % de son traitement pendant trois mois, puis un 50% durant les neuf mois suivants.

LES 8 MESURES D'URGENCE proposées par Gironde Avenir



1 UN AUDIT DES **POLITIQUES DÉPARTEMENTALES**
POUR CHIFFRER LE COÛT DES MESURES VOLONTARISTES



2 UN **BILAN CONSOLIDÉ** DES DÉPENSES DE
COMMUNICATION 2023 ET 2024 POUR RÉALISER DES
ÉCONOMIES



3 LA MISE EN PLACE D'UNE **COMMISSION D'ÉVALUATION**
INTER-GROUPE POUR UNE TRANSPARENCE TOTALE



4 LE **RETOUR DE LA COMMISSION THÉMATIQUE**
DÉDIÉE À LA COMMUNICATION POUR MESURER LES
DÉPENSES



5 UN **AUDIT DES STRUCTURES SATELLITES** DU
DÉPARTEMENT DE LA GIRONDE



6 LE **RECENSEMENT ET LA VALORISATION** DES
TERRAINS ET DE LA RÉSERVE IMMOBILIÈRE
DU DÉPARTEMENT



7 LA **LISTE DES 100 ASSOCIATIONS LES PLUS**
SUBVENTIONNÉES ET LES COMPTES DE TRÉSORERIE
ASSOCIÉS



8 UNE **CARTOGRAPHIE TERRITORIALE** DES
SUBVENTIONS ET DES INVESTISSEMENTS

30 JUIN
2025

COMPTE ADMINISTRATIF 2024

GROUPE GIRONDE AVENIR



CONTACT PRESSE

Pour vous entretenir avec Jacques BREILLAT ou un autre élu de Gironde Avenir concernant les dossiers à l'ordre du jour du CA 2024, merci de contacter les collaborateurs du groupe.

☎ 05 56 99 57 87

✉ girondeavenircg33@gmail.com

🌐 gironde-avenir.fr



Union de
la Droite et
du Centre